



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Arrêté du 17 OCT. 2024** mettant en demeure la société CRIEL ENERGIES à CRIEL-SUR-MER et SAINT-MARTIN-LE-GAILLARD de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-050 du 20 septembre 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement suite à la visite d'inspection du 26 juillet 2024 transmis à l'exploitant avec le projet d'arrêté par courrier en date du 20 septembre 2024 ;
- Vu les réponses apportées par l'exploitant par courriel du 7 octobre 2024 ;

### **CONSIDÉRANT**

que la société CRIEL ENERGIES exploite une installation composée de 4 aérogénérateurs soumise à autorisation sur les communes de CRIEL-SUR-MER et SAINT-MARTIN-LE-GAILLARD ;

que l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à l'installation ;

que la liste des équipements instrumentés de sécurité de l'installation ne mentionne pas ceux destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation en cas d'incendie ;

que l'exploitant ne contrôle pas les sondes de température permettant la détection d'un incendie dans l'installation, hormis celle présente dans le transformateur ;

qu'un incendie peut notamment se déclencher en nacelle ;

que ces faits constituent des manquements caractérisés aux dispositions réglementaires susvisées ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CRIEL ENERGIES de respecter les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

qu'un délai est nécessaire pour la mise en conformité des installations ;

que par courrier du 7 octobre 2024, l'exploitant indique vouloir installer une centrale incendie dans chaque éolienne avec remontée d'alarme vers un centre de contrôle pour une mise en service au plus tard au 31 janvier 2025 ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> -**

La société CRIEL ENERGIES, dont le siège social est situé 213 cours Victor Hugo 33130 BEGLES, est mise en demeure, pour son établissement sis à CRIEL-SUR-MER et SAINT-MARTIN-LE-GAILLARD, de respecter les dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 26 août 2011 susvisé **sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Cette prescription sera réputée satisfaite à l'échéance si l'exploitant :

- établit la liste des équipements instrumentés de sécurité destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation en cas d'incendie ;
- fait procéder au contrôle de ces équipements.

Les rapports de contrôle devront être transmis en français selon la réglementation en vigueur.

### **Article 2 -**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article précédent ne serait pas satisfaite dans le délai prévu et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 -**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

**Article 4 -**

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 -**

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement de DIEPPE, les maires de CRIEL-SUR-MER et SAINT-MARTIN-LE-GAILLARD, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental du service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société CRIEL ENERGIES.

Fait à ROUEN, le 17 OCT. 2024

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN